

10 juin 1190 : noyade de l'empereur *Barberousse* (actuelle Turquie).

Frédéric 1^{er} de Hohenstaufen est un empereur du Saint-Empire romain germanique de 1155 à sa mort. Il est surnommé Frédéric Barberousse en raison de son éblouissante barbe rousse (en allemand : *Friedrich Barbarossa*, en latin : *Fridericus Ænobarbus*).

Il est né en 1122 et mort le 10 juin 1190. Proclamé empereur en 1155, il possède également les titres de roi de Germanie, roi d'Italie, roi de Bourgogne et comte palatin de Bourgogne, après avoir été un temps duc de Souabe et d'Alsace.

Deuxième membre de la maison de Hohenstaufen à accéder à la dignité impériale, il est également, par sa mère, un Welf. C'est sous son règne que, pour la première fois, le terme de *sacrum* (« saint ») est employé pour qualifier l'Empire romain germanique.

Il reste célèbre pour son conflit face aux communes d'Italie du Nord et ruine la ville de Milan en 1162.

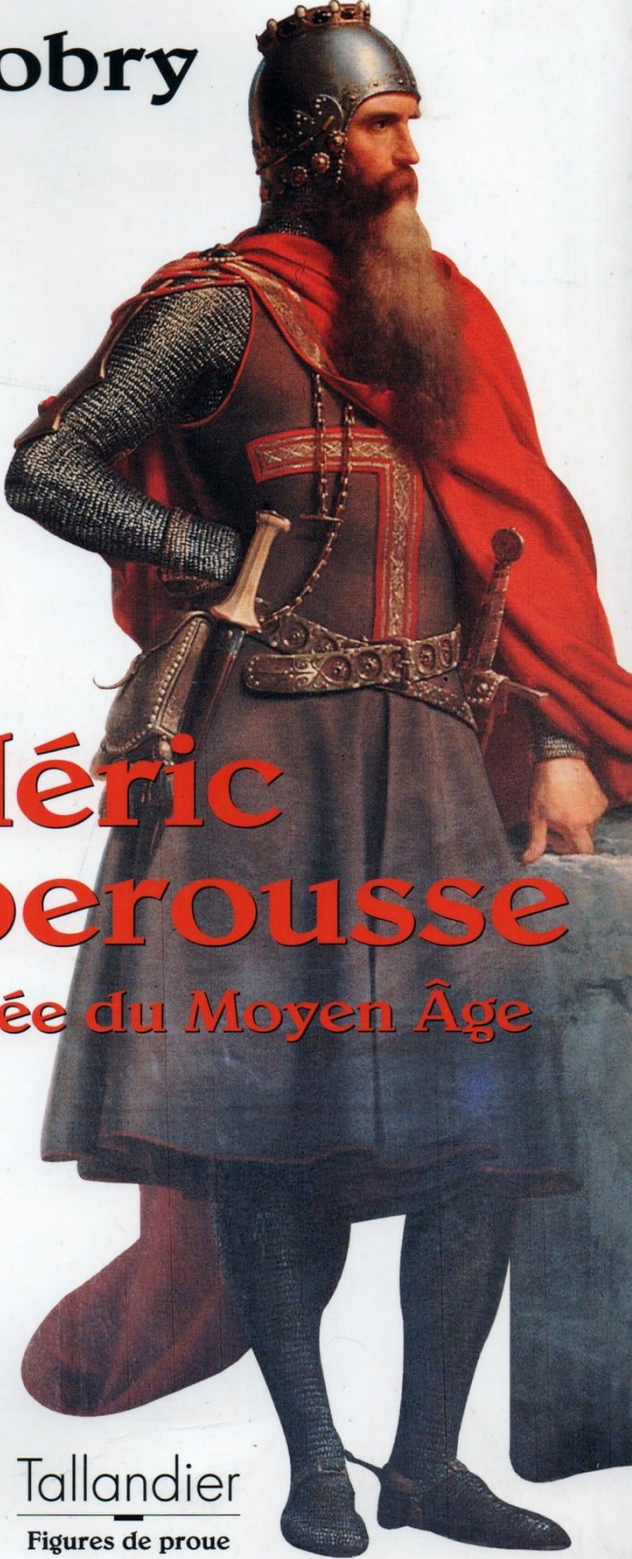
À la suite de la victoire de la Ligue lombarde lors de la bataille de Legnano de 1176, la paix de Constance assure aux communes une large autonomie.

Dans le même temps, sa lutte contre la papauté — ce qui lui vaut d'être excommunié en 1165 — marque le déclin de la doctrine théocratique du Saint-Siège et contribue à l'essor du droit romain dans l'Europe médiévale.

Le 10 juin 1190, pendant la Troisième croisade, il se noie dans le Göksu Nehri (Anatolie) alors qu'il mène ses armées vers la Palestine.

Sa longévité ainsi que sa volonté de restaurer l'honneur de l'Empire (*honor imperii*) et d'accroître l'autorité impériale, avec Charlemagne pour modèle, en font l'un des empereurs les plus connus du Moyen Âge, jusqu'à devenir, au XIX^e siècle, un héros du mouvement national allemand.

Ivan Gobry



**Frédéric
Barberousse**
Une épopée du Moyen Âge

Tallandier
Figures de proue

10-11 juin 1329 : bataille de Pélékanon.

La bataille de Pélékanon, également connue sous le nom d'origine latine bataille de Pelecanum, s'est déroulée les 10 et 11 juin 1329 entre une force expéditionnaire byzantine dirigée par Andronic III et une armée ottomane dirigée par Orhan. L'armée byzantine fut défaite, marquant l'échec de la dernière tentative pour dégager les cités de l'Anatolie assiégées par les Ottomans.

Lors de l'accession d'Andronic au pouvoir en 1328, L'Asie Mineure byzantine est composée de quelques places fortes le long de la mer Égée, d'une petite province située autour de Nicomédie et de Nicée à 150 km de la capitale Constantinople ainsi que de la cité de Philadelphie, sous l'autorité d'un gouverneur privé de liens avec Constantinople, le rendant indépendant de fait.

Andronic espérait restaurer une frontière stable, en faisant lever les sièges de Nicée et de Nicomédie. Avec le grand domestique Jean Cantacuzène, Andronic dirigea l'armée la plus grande qu'il put rassembler de la mer de Marmara vers Nicomédie. À Pélékanon, une armée ottomane barre la route à cette force byzantine. Une partie de l'armée turque fut chassée. Cependant, la plus grande partie de l'armée ottomane se retira vers les collines au nord du champ de bataille. En les poursuivant, l'armée byzantine subit de nombreuses escarmouches qui faisaient chuter son moral tandis que l'empereur lui-même fut légèrement blessé.

Les Turcs réussirent même à couper la retraite à l'armée byzantine qui dut se résoudre sous la conduite du grand domestique à se replier vers Constantinople par voie maritime.

La campagne de restauration des frontières venait d'échouer avec cette bataille. Un traité avec les Ottomans est le seul garant du maintien des frontières micrasiatiques de l'empire.

Aucune campagne d'envergure ne fut plus tentée par la suite pour recouvrer les anciennes terres byzantines de l'Asie Mineure à l'exception de quelques expéditions pour faire lever le siège de Nicomédie qui finit par tomber en 1337. Le gouverneur de Nicée, conscient de la faiblesse des secours, se rend en 1331. Peu à peu, le contrôle des rives orientales du Bosphore échappa à l'Empire byzantin.

10 juin 1525 : mort de Florian Geyer.

Florian Geyer (ou Geier), aussi connu comme Florian Geyer von Giebelstadt, né vers 1490 à Giebelstadt (Ochsenfurt) et décédé le 10 juin 1525 dans la forêt de Gramschatz, près de Wurtzbourg.

Geyer était un noble de Franconie qui appartenait à la chevalerie et occupa des postes diplomatiques. Il est devenu célèbre en prenant part à la Guerre des Paysans allemands (1524-1525) du côté des paysans insurgés.

Lorsque commence la Guerre des Paysans allemands en 1524, Florian Geyer devient conseiller et chef négociateur en représentation des groupes de paysans de la vallée du Tauber. En plus de participer à l'organisation et préparation d'une stratégie, Florian Geyer utilise sa fortune personnelle pour appuyer militairement les paysans apportant une troupe de quelques centaines d'hommes qui en raison de leurs uniformes noirs furent appelés *Die Schwarze Haufen* (« La Bande Noire »).

Avec ses hommes, il occupe plusieurs petites villes telles que Rothenburg. Geyer devient un héros dans le folklore de Franconie et du reste de l'Allemagne.

Geyer conduit des négociations avec le Margrave Kasimir de Brandenburgo-Ansbach-Bayreuth. Son objectif dans la lutte contre les princes territoriaux est d'obtenir une réforme de l'empire fondée sur les revendications paysannes et bourgeoises. Geyer souhaite obtenir la suppression des privilèges du clergé en prenant l'Évangile comme base morale. Cependant il ne parvient pas à convaincre les paysans les plus radicaux avec ses revendications modérées, et en raison de ses origines aristocratiques il éveillait une certaine méfiance.

Certaines sources lui attribuent des destructions de cathédrales, châteaux et des exécutions sommaires de nobles et de clercs, mais ces actes sont sujets de controverses entre historiens.

Lorsque les troupes de la ligue souabe conduites par Jorg III de Waldburg-Zeil leur infligent de lourdes défaites, les paysans insurgés acceptent de suivre les conseils de Florian Geyer et avec son aide ils cherchent un accord de paix en négociant avec le Margrave Kasimir. Geyer se rend dans ce but à Rothenburg. Mais entretemps, les paysans sont défaits lors de la bataille décisive d'Ingolstadt et à Königshofen. Geyer quitte alors Rothenburg et part seul vers le nord.

Dans la nuit du 9 ou du 10 juin 1525, il est assassiné par des envoyés de son beau-frère Wilhem von Brumbach qui rusèrent en prétendant vouloir l'aider. Geyer est poignardé dans la forêt de Gramschatz près de Wurzburg. L'endroit où sont enterrés ses restes est inconnu. Les tentatives pour effacer de la mémoire collective l'insurrection des paysans ont obscurci les circonstances de l'enterrement de Florian Geyer.



« **Wir sind des Geyers schwarzer Haufen** » est un chant allemand datant des années 1920 et s'inspirant des revendications de Florian Geyer.

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2020/06/Wir-sind-des-Geyers-schwarzer-haufen.mp3>

10 juin 1624 : signature du traité de Compiègne.

Le traité intervient quelque temps après la fin de la trêve de douze ans (1609-1621) entre les deux pays.

Voulu par Richelieu, il s'inscrit dans le cadre de la politique de la France pour saper la puissance de l'empire des Habsbourg (Espagne et Autriche) et marque le rétablissement de l'alliance franco-néerlandaise qui avait été affaiblie par l'exécution de Oldenbarnevelt en 1619. Plus largement et dans le cadre de la guerre de Trente Ans, Richelieu encourage une alliance associant les princes allemands : électorat de Brandebourg, landgraviat de Hesse-Cassel, duchés de Brunswick et de Saxe-Weimar.

Le traité de Compiègne permet à la France de mener cette opposition par des moyens indirects, de même que le traité de Barwald en 1631 entre la France et la Suède permettra de financer l'effort de guerre de la Suède dans le Saint Empire.

La France propose un prêt immédiat de 480 000 thalers, qui sera suivi par d'autres versements échelonnés sur une période de trois ans au cours desquels les Hollandais continueront la lutte contre l'Espagne.

Par ce traité, les Néerlandais demandaient une aide financière dans leur lutte contre l'Espagne, en échange d'un soutien naval à la France. En particulier, la fondation d'une Compagnie française des Indes occidentales a été proposée, qui pourrait recevoir le soutien de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales à l'encontre de l'Espagne.

Un accord définitif sur la coopération en haute mer n'a cependant pas été trouvé, mais il a été décidé que la France accorde un prêt qui serait remboursé une fois que les Provinces-Unies auraient obtenu une trêve ou la paix avec l'Espagne, et que si le roi français était obligé d'entrer en guerre, les Hollandais devraient lui rembourser la moitié de l'argent ou lui venir en aide avec des hommes et des navires. Les Néerlandais ont également décidé d'intervenir dans la Méditerranée occidentale contre la piraterie des États barbaresques, et plus généralement de soutenir toute expédition française dans cette zone.

Selon les termes du traité, les Hollandais devaient fournir une flotte de 20 navires de guerre pour le combat du roi français contre les protestants lors de la capture de l'île de Ré. Ce soutien militaire contre leurs coreligionnaires est resté tristement célèbre. La flotte était sous le commandement de l'amiral Willem Haultain de Zoete. Il a été relevé de son service en France en février 1626 après une résolution des États généraux de décembre 1625.

Avec le traité de Compiègne, Richelieu a également obtenu que les Hollandais cessent de se battre contre les Français en Asie de l'Est, ce qui a facilité les entreprises commerciales françaises.

10 juin 1629 : bataille de Sablat.

Cette bataille opposa l'armée protestante, dont le commandement était assuré par Ernst von Mansfeld, à l'armée catholique du Saint-Empire commandée par Bucquoy, et se termina par la victoire de cette dernière.

Bucquoy força von Mansfeld à combattre alors que celui-ci était en route vers Budweis. Mansfeld fut sévèrement défait et perdit au moins 1 500 hommes, ainsi que tout son matériel. À la suite de cet événement, les Tchèques durent abandonner le siège de Budweis. Mansfeld resta par la suite inactif pendant un certain temps (il ne prit pas part à la bataille de la Montagne-Blanche), et alla par la suite jusqu'à proposer ses services à l'empereur.

Ce fut un des premiers combats armés de la guerre de Trente Ans.



10 juin 1673 : naissance de Duguay-Trouin (Saint Malo).

René Trouin, sieur du Gué, dit Duguay-Trouin, né le 10 juin 1673 à Saint-Malo et mort le 27 septembre 1736 à Paris, est un corsaire et amiral français. Né dans une

famille d'armateurs malouins, il commence sa carrière en 1689 et reçoit, dès 1691, le commandement d'un navire. Son courage, le respect qu'il a gagné auprès de ses hommes, ainsi que ses victoires contre les Anglais et les Hollandais au cours des deux dernières guerres de Louis XIV lui ont assuré une ascension très rapide dans la hiérarchie maritime.

Il gravit très vite, grâce à son talent et sa pugnacité tous les échelons de la hiérarchie militaire : capitaine de navire corsaire à 18 ans, capitaine des vaisseaux du Roi à 24 ans, chevalier de l'ordre de Saint-Louis à 34 ans, anobli à 36 ans, chef d'escadre à 42 ans. Il siège à 50 ans en 1723 au conseil d'administration de la Compagnie perpétuelle des Indes et est nommé lieutenant général des armées navales en 1728. Il finit par commander successivement les ports de Brest en 1731 et de Toulon en 1736. Trois grandes phases se distinguent dans cette carrière militaire. Tout d'abord, de 1689 à 1697, la période corsaire. Puis, de 1697 (année où il reçoit son brevet de Capitaine de frégate) à 1713, il navigue comme officier supérieur de la Royale. Enfin, après la signature du traité d'Utrecht (11 avril 1713) qui ramène la paix en Europe, Duguay-Trouin se consacre au commandement à terre.

On estime à un peu plus de quatre-vingts le nombre de combats et d'abordages auxquels participa Duguay-Trouin ou qu'il dirigea de 1689 à 1711, soit en moyenne près de sept affrontements par an. Il est bien sûr impossible d'en faire un compte rendu détaillé ici, mais on peut s'appuyer sur le récit des *Mémoires* de Duguay-Trouin pour entrer dans les enjeux de la guerre navale au tournant du XVII^e et du XVIII^e siècle. La carrière de Duguay-Trouin se déroule sur les deux dernières guerres de Louis XIV : la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697) et la guerre de Succession d'Espagne (1702-1713). Deux conflits longs, acharnés, d'envergure mondiale, où le royaume de France se retrouve seul (ou presque) sur terre comme sur mer contre tous ses voisins ligüés contre lui. Deux conflits où la France doit soutenir un immense effort naval face aux deux puissances navales de l'époque : les Provinces-Unies des Pays-Bas et le royaume de Grande-Bretagne.



10 juin 1719 : bataille de Glen Shiel (Écosse).

La France ayant signé la paix avec les Anglais, les jacobites trouvent un nouvel allié avec le cardinal Giulio Alberoni, ministre du roi d'Espagne. Le cardinal Dubois avait en effet orienté la politique extérieure de la Régence de Philippe d'Orléans vers une entente pacifique avec la Grande-Bretagne.

Une armée d'invasion embarque en 1719 à bord de deux frégates pour débarquer en Écosse et 27 navires transportent 5 000 soldats vers l'Angleterre, mais ils sont dispersés par des tempêtes avant d'avoir pu débarquer. Les deux frégates espagnoles amènent une force jacobite commandée par Lord Tullibardine et le comte de Marischal avec 300 soldats espagnols à Loch Duich ; elle s'empare du château d'Eilean Donan, mais elle rencontre un tiède soutien parmi de petits clans des Highlands. Les soldats espagnols sont contraints de se rendre aux forces gouvernementales.

Le prétendant Stuart Jacques-Edouard, conseillé par le duc d'Ormonde, abandonna la partie et repartit sur le continent. Il y vécut à Rome jusqu'à son décès et ne tenta plus d'expédition en vue de sa restauration. Jacques-Edouard ne parvient pas à obtenir les soutiens des puissances continentales à la hauteur des enjeux. Il nomma par la suite son fils aîné, Charles-Edouard, régent d'Écosse. Celui-ci organisera la dernière « *rébellion jacobite* » en 1745, qui se terminera par la défaite de Culloden, malgré une assistance militaire de la France.

L'armée jacobite venant du château d'Eilean Donan se regroupe avec quelques renforts à Glen Shiel. L'armée anglaise, composée d'Écossais et de Britanniques, est commandée par le général Wightman et arrive d'Inversness. Les premiers combats eurent lieu contre l'aile droite : les forces de George Murray qui se sont avancées au sud de la rivière durent se retirer. Puis l'attaque sur l'aile gauche où Seaforth fut blessé dut aussi battre en retraite. Le centre tenu par les Espagnols céda sous la pression ; le brouillard permit aux armées jacobites de disparaître ; la révolte n'allait plus avoir de suite. George Munro commandait les troupes de son clan restées fidèles au pouvoir hanovrien.

10 juin 1804 : condamnation à mort de Cadoudal.

Georges Cadoudal, né à Brec'h le 1^{er} janvier 1771 et mort guillotiné le 25 juin 1804 à Paris, est un général chouan, commandant de l'Armée catholique et royale de Bretagne.

Fils de paysans aisés, charismatique et doué d'une force herculéenne, Cadoudal est d'abord partisan de la Révolution française. Il s'en détache en 1791, après la constitution civile du clergé, puis prend les armes contre elle en 1793 pour s'opposer au recrutement militaire de la levée en masse. À la suite de l'échec des rébellions paysannes en Bretagne, Cadoudal gagne la Vendée en juin. Capitaine dans les compagnies bretonnes sous les ordres de Bonchamps, il prend part aux batailles de la guerre de Vendée. Après la défaite des Vendéens à la deuxième

bataille de Cholet et la mort de Bonchamps, il sert sous les ordres de Stofflet et participe à la Virée de Galerne. Il combat avec les Vendéens jusqu'à l'ultime bataille de Savenay.

De retour dans le Morbihan, Cadoudal prend le commandement des troupes de Chouans qui se forment dans le pays d'Auray. Il refuse de signer le traité de la Mabilais et de reconnaître la République. Colonel en 1795, il se distingue lors de l'expédition de Quiberon, après la débâcle de l'armée des émigrés, il parvient à sauver ses troupes des colonnes républicaines et est proclamé général par ses hommes.

Commandant en chef de l'armée catholique et royale du Morbihan, Cadoudal prend le contrôle de presque toutes les campagnes du département tandis que les Républicains ne conservent plus que les villes. Défenseur d'une chouannerie populaire, il s'oppose à son chef, Joseph de Puisaye et à la domination des officiers émigrés. Il signe la paix en 1796, puis reprend la guerre en 1798. Il renonce à prendre Vannes mais il s'empare de plusieurs petites villes à l'automne 1799, avant d'être tenu en échec à la bataille du pont du Loc'h.

Après avoir signé le traité de Beauregard, il refuse le grade de général dans l'armée républicaine et s'oppose au premier consul Napoléon Bonaparte. Fait lieutenant-général et commandant des troupes royales de Bretagne, il trouve refuge en Angleterre à la suite de l'attentat de la rue Saint-Nicaise à Paris en 1800 commis par deux de ses officiers. Cadoudal regagne Paris en 1804, il y organise un complot visant à capturer ou tuer le premier consul avec une troupe d'hommes armés tandis que le général Pichegru prendrait la tête du gouvernement et proclamerait Louis XVIII. La conspiration est déjouée par la police de Fouché et les conspirateurs sont arrêtés.

Jugé avec le général Moreau, Cadoudal est condamné à mort le 11 juin et guillotiné à Paris, place de l'Hôtel-de-Ville, le 25 juin 1804 avec onze autres royalistes. Sa famille est anoblie par Louis XVIII et il est fait maréchal de France à titre posthume.

G. LENÔTRE

GEORGES CADOUDAL

GRANDS CARACTÈRES
TYPOGRAPHIE LUCIOLE

18

rue
Laplace
ÉDITIONS

10 juin 1807 : combat de Heilsberg (actuelle Pologne).

Les 7 et 8 février 1807 l'armée russe du général Bennigsen et les débris de l'armée prussienne sont parvenues à stopper l'avance des Français en province de Prusse-Orientale à Eylau. Renonçant à harceler l'armée napoléonienne exsangue, l'armée russe reprend ses quartiers d'hiver à Heilsberg. Le 26 avril, par le traité de Bartenstein, Russes et Prussiens s'engagent à ne pas signer de paix séparée avec l'envahisseur. Pendant ce temps, le maréchal Lefebvre assiégeait le port fortifié de Dantzig, qui capitula le 25 mai. Napoléon avait à présent regroupé ses troupes et occupait fermement la Prusse royale. Ce n'est qu'en cette fin de printemps que le général Bennigsen tenta de reprendre l'initiative.

Les Russes ont lancé leur attaque en premier, sans toutefois parvenir à contraindre les Français en bataille rangée : aussi Bennigsen retranche-t-il ses troupes derechef dans Heilsberg. Napoléon décide de les contre-attaquer. Il ordonne au 4^e corps d'armée (Sout) de franchir la rivière Passarge à Elditen le 8 juin au nord, et au 6^e corps d'armée, accompagné de la Garde impériale, du corps d'armée de réserve (Lannes) et de la cavalerie de réserve (Murat), de franchir cette même rivière à Deppen le 9 juin. Le 6^e corps d'armée atteint Guttstadt (Dobre Miasto) le 9 à 20 h 00, et le 4^e Heilsberg, afin d'y livrer bataille contre les Russes qui s'y sont repliés.

Le matin du 10, 50 000 hommes des 4^e corps et de la cavalerie de réserve sont rassemblés devant Heilsberg, avec la garde en réserve. Le 6^e corps et le corps de réserve ne sont pas encore arrivés, et les Russes retranchés autour de la ville sont 90 000. Sout et Murat se lancent alors à l'attaque, subissant de lourdes pertes (plus de 10 000 hommes), mais Lannes les rejoint en fin d'après-midi, et les soutient alors.

Le 11, leurs forces parviennent à déborder la droite de Bennigsen, qui ordonne le 12 l'abandon du camp retranché et le repli sur Friedland où se livre, le 14 juin, la bataille décisive.



L'empereur Napoléon 1er sur le champ de bataille de Heilsberg, le 11 juin 1807.

10 juin 1896 : le *Belem*, trois-mâts barque à coque en acier, est lancé par l'armateur nantais Denis Crovan et Fils.

Le *Belem* (1896) est le dernier trois-mâts barque français à coque en acier, un des plus anciens trois-mâts en Europe en état de navigation et le second plus grand voilier de France. Il a porté ce nom jusqu'en 1921 et depuis 1979.

Construit à Nantes, utilisé notamment dans les Antilles, puis tour à tour anglais, italien, puis à nouveau français, cet ancien voilier de charge, plusieurs fois transformé, motorisé et rebaptisé pour divers usages (croisière de luxe et navire-école), est finalement retrouvé par hasard à Venise dans un piteux état à la fin des années 1970, par un amateur nostalgique. Racheté grâce à l'appui de la Caisse d'épargne, mécène de la *Fondation Belem* qui entreprend sa restauration, il est aujourd'hui reconverti dans le cabotage, offre des stages d'initiation et de découverte aux passionnés, sert entre autres et accessoirement à la Marine nationale pour l'entraînement de ses mousses et apparaît dans les grands rassemblements de vieux gréements traditionnels.

Le *Belem* fait l'objet d'un classement au titre des monuments historiques depuis le 27 février 1984.

En 2024, ce voilier de prestige transporte la flamme olympique d'Athènes à Marseille à l'occasion des Jeux olympiques de Paris.

Le navire est lancé le 10 juin 1896, seulement sept mois après sa commande aux chantiers Dubigeon à Nantes par Fernand Crovan, de la Compagnie nantaise Denis Crovan et Fils, spécialisée dans le transport du cacao pour le compte des chocolateries Menier. Portant le nom du comptoir commercial portugais de la compagnie et arborant sur sa proue la devise du nouvel État brésilien : *Ordem e Progresso*, il est affecté à la flotte des « *Antillais* » et peut transporter jusqu'à 675 tonnes de fret.

Son premier voyage, sous les ordres du capitaine Lemerle, surnommé « le merle noir », est un demi-succès, un incendie à l'approche des côtes d'Amérique du Sud ayant causé la mort des 121 mules que le bateau transporte de Montevideo (Uruguay) à Belém (Brésil). Cela lui vaut un retour précipité au chantier pour de lourdes réparations. Bon marcheur, ce voilier de petit tonnage, comparé à la flotte des voiliers cap-horniers de l'époque, n'effectue pas moins de 33 campagnes jusqu'à sa retraite commerciale le 31 janvier 1914.

Ces campagnes se feront principalement en direction de Belém, port situé sur la rive sud du bras méridional de l'embouchure du fleuve Amazone. Mais le *Belem* connaît bien d'autres destinations, telles que Montevideo en Uruguay, ou la Martinique aux Antilles, d'où il échappera de peu à l'éruption de la montagne Pelée le 8 mai 1902. En effet, l'entrée du port de Saint-Pierre lui est refusée par manque de place, et il doit aller mouiller au Robert à l'autre bout de l'île, ce qui le sauve. C'est d'ailleurs le *Belem* qui secourt, avec le *Suchet*, les rares rescapés de la catastrophe. Une assiette récupérée dans les vestiges de Saint-Pierre est depuis exposée dans le bureau du commandant du navire. En 1907 et 1908, sa destination est

la Guyane. Armé par *Demange Frères* il ravitaille Cayenne et son bague. Ces voyages n'étant pas rentables, il est cédé à la *Société des armateurs coloniaux*.

L'équipage est alors composé de seulement 13 hommes, dont les conditions de vie à bord sont rudes. En effet, il faut manier plus de 1 000 m² de voiles. Le gréement est alors celui d'un trois-mâts barque, la brigantine triangulaire ne portant curieusement pas de vergue. Mâts et espars sont en bois, cordages en chanvre et voiles en coton.

Visiter le site internet du trois-mâts : [FONDATION BELEM](#)



Le Belem en 2012. Crédit : Wikipedia.

10 juin 1923 : décès de Pierre Loti (Hendaye).



Officier de marine et écrivain, Loti, de son vrai nom, Louis (Marie, Julien) Viaud, termine sa carrière dans la Marine avec le grade de capitaine de vaisseau. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, il quitte sa retraite (à 64 ans) et rempile dans l'armée de Terre, la Marine l'estimant trop âgé. Écrivain de talent (Académie française à 42 ans), son œuvre est nourrie de ses nombreux voyages et aventures (Océanie, Japon, Turquie,...).

10 juin 1940 : le gouvernement français quitte Paris pour Tours.

Devant l'avancée allemande, le Gouvernement quitte la capitale le 10 juin pour se replier en Touraine. A l'aube, le Président du Sénat, Jules Jeanneney, a pris la route en direction du sud. Il note, dans son « *Journal politique* » :

« Nous avons décidé un départ par un convoi de quatre voitures, le général Delalande en tête. Les voitures avaient été chargées dès avant la nuit. Nous décidons de partir au petit jour, pour avoir route plus libre à la sortie de Paris. (...) Etampes est traversé facilement encore. Mais la route s'encombre progressivement. Autos de tous modèles, chargées à bloc, beaucoup d'enfants, colis, ballots, matelas, bicyclettes, ustensiles les plus divers empilés et ficelés. (...) Figures de détresse résignée, où se lit la satisfaction de s'être éloigné du danger. »

Il parvient à destination, à Fondettes, au château de la Plaine. De leur côté, les Sénateurs ont voyagé en chemin de fer, à bord du « *train parlementaire* » parti de la gare de Paris-Ivry, le 10 juin dans l'après-midi. Ils sont hébergés à Tours, dans les hôtels de l'Univers, du Faisan et de Grammont.

L'installation tourangelle est de courte durée. Devant l'avancée des troupes allemandes, l'exode gouvernemental reprend le 14 juin 1940, en direction de Bordeaux. Jules Jeanneney se fait le témoin de ce nouveau départ :

« Les voitures ont été chargées à l'aube. (...) Nous suivons l'itinéraire reçu hier : la route de Langeais, à peu près déserte. Nous trouvons le pont de Langeais barré, mais c'est simplement pour contrôle de sauf-conduit. La Loire traversée, le reste est sans incident de route. »

10 juin 1940 : l'Italie déclare la guerre à la France.

Le 10 juin 1940, jour de la déclaration de guerre par l'Italie, l'armée des Alpes du général Olry ne dispose que d'environ 185 000 hommes répartis en trois divisions d'infanterie de réserve de type B, trois secteurs fortifiés (de la Savoie, du Dauphiné et des Alpes-Maritimes) et un secteur défensif (du Rhône) de la ligne Maginot, le tout appuyé par une forte artillerie de montagne (65 groupes). Parmi ces forces, il y a 84 sections d'éclaireurs-skieurs qui sont des troupes d'élite.

Les forts alpins sont essentiellement des modèles de type Séré de Rivières, construits à partir de 1880. Dès 1928, ils sont renforcés par de nouvelles constructions, essentiellement réparties dans les Alpes du Sud. L'on trouve également des ouvrages de la ligne Maginot alpine.

Cette armée a été victime de plusieurs ponctions importantes, d'abord à cause de la campagne de Scandinavie, puis de la défaite sur le front du Nord-Est. À la déclaration de guerre, elle fait sauter les routes et tunnels susceptibles d'être utilisés par le groupe d'armées Ouest du prince Humbert de Savoie. Les forces italiennes regroupent 22 divisions, soit plus de 300 000 hommes, peu entraînés, mal équipés et peu motivés.

Malgré tout, ces forces lancent quelques attaques entre le 11 et le 19 juin. Elles sont

repoussées. Des attaques aériennes italiennes sur Toulon et les aérodromes du secteur sont repoussées et l'aviation française attaque les terrains de Gênes et de Turin.

Le 21 juin, les Italiens, sur ordre de Mussolini, lancent une violente attaque générale. À Menton le XV^e corps italien est repoussé par les forces du secteur fortifié des Alpes-Maritimes (moins d'une division). Dans l'après-midi, quatre mortiers français de 280 mm ouvrent le feu du fort de l'Infernet sur le fort du mont Chaberton qui menace Briançon 17 km plus bas avec ses huit canons de gros calibre. Six des huit tourelles sont détruites.

Le 23, les Italiens s'emparent d'une petite partie de Menton. Partout ailleurs, les forces françaises résistent, bien qu'étant en infériorité numérique. Partout comme à la bataille de Pont Saint-Louis, les forces françaises se battent furieusement.



Général René Olry (1880-1944).

De plus, depuis le 15 juin, le général Olry a dû prélever des forces, notamment de l'artillerie pour préparer un second front, devant la menace allemande. En effet, le 15, les Allemands sont à Dijon. Il crée le groupement du général Cartier, avec des unités disparates, une division coloniale qui servait de réserve d'armée, des marins, quelques chars, de l'infanterie qui se sont repliées depuis le Nord-Est. Ce groupement est équipé avec du matériel de récupération. Les 30 000 hommes qui le composent vont être chargés de tenir sur trois lignes de défense successives : le Rhône, l'Isère, la Durance.

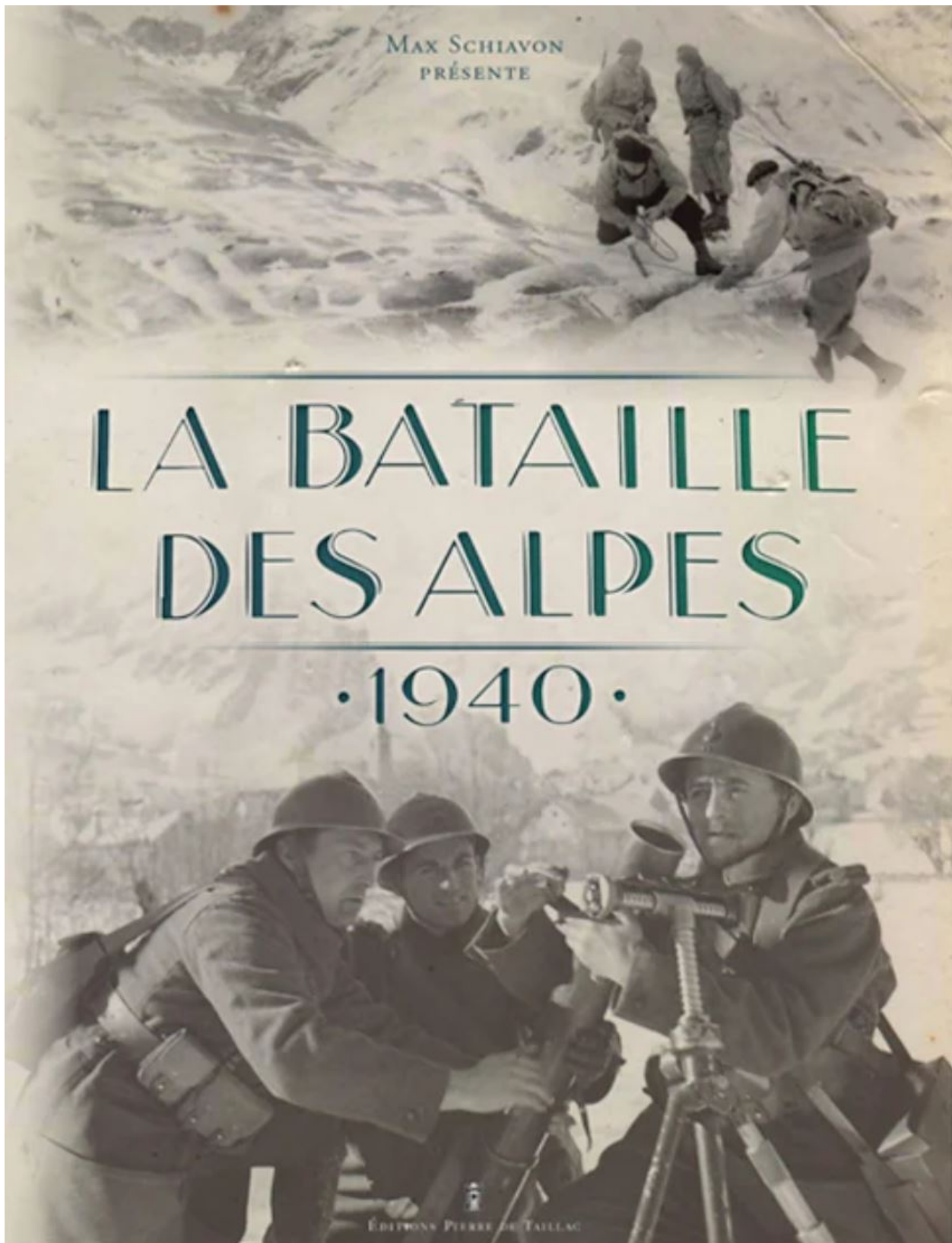
Lyon étant déclaré ville ouverte, le groupement Cartier doit se replier dans le département de l'Isère, après de durs combats à Chasselay. Dans la soirée du 20, Olry fait sauter les ponts. Malheureusement, au nord des Alpes, la région de Seyssel et Culoz est maintenant sous le contrôle du 2^e groupe d'armées, en pleine débâcle, et les mêmes consignes ne sont pas appliquées. Malgré la résistance de quelques éléments, comme le vieux Fort l'Écluse, le groupement A du XVI^e *Panzerkorps* du général Erich Hoepner composé pour l'essentiel d'éléments de la XIII^e division motorisée, parti de Bourg-en-Bresse, occupe Aix-les-Bains le 23 juin. Le groupement B (III^e *Panzer*) est stoppé à Voreppe, à une douzaine de kilomètres de Grenoble durant deux jours par l'artillerie française du général Georges Cartier et du général de brigade Georges Marchand placé sous son commandement, qui lui inflige de très lourdes pertes les 23 et 24 juin. Le feu nourri d'une batterie de 155GPF et de deux de 105, positionnées du côté de Claix dont le tir est réglé par le capitaine de réserve Lombard installé sur le bec de l'Échaillon, tout comme par deux batteries de 75 et huit pièces de 47 de marine installées sur les deux rives de l'Isère bloque les blindés allemands³. Une colonne motorisée allemande tente une manœuvre de débordement par le nord en enlevant le col de la Placette, mais reste bloquée dans sa progression vers Voreppe. La bataille des Alpes prend fin avec l'armistice du 24 juin 1940 signé entre la France et l'Italie. L'armistice en vigueur à partir du 25 juin à l'aube apporte une conclusion à cette bataille de Voreppe, qui empêche l'occupation de Grenoble.

Les pertes italiennes sont d'environ 6 000 hommes, d'environ 250 soldats pour l'armée des Alpes et sont inconnues pour le groupement Cartier.

La *Regia Aeronautica* affronte l'armée de l'Air lors de la bataille des Alpes. Des vols de reconnaissance débutent sur le territoire français le 11 juin 1940. Des bombardements sont effectués à partir du 13 juin sur les ports de Toulon et Marseille, les aérodromes de Fayence, d'Hyères, de Cuers-Pierrefeu, du Cannet-des-Maures et sur les forts de la frontière italo-française.

Huit bombardiers Fiat BR.20 Cicogna et sept chasseurs Fiat CR.42 Falco sont mis hors de combat, détruits ou endommagés par la chasse, la DCA ou les conditions météorologiques.

Quelques bombardements italiens sans dégâts importants sont également menés contre les villes corses de Calvi et de Bonifacio.



10 juin 1942 : Rommel privé de ses « grandes oreilles » (actuelle Libye).

Lors d'une reconnaissance offensive menée par une unité australienne la compagnie d'écoute Horch de l'*Afrika Korps* est mise hors de combat. Une documentation très sensible tombe aux mains des Alliés leur révélant à la fois leurs propres failles (vues par les Allemands) mais aussi le plan de bataille de Rommel et ce avant la bataille décisive d'El Alamein.



10 juin 1944 : massacre d'Oradour sur Glane (près de Limoges).

Tentant de rejoindre la Normandie où les Alliés ont débarqué 4 jours plus tôt, la division SS *Das Reich* est « accrochée » par des résistants qui multiplient les actions destinées à la freiner. Pour mettre un terme à ce harcèlement, une compagnie SS massacre la population du paisible village d'Oradour sur Glane. 642 personnes (hommes, femmes et enfants) sont méthodiquement assassinées, le village détruit. La veille, à Tulle, 99 habitants ont été pendus et une centaine déportée.

Nicolas Bernard

ORADOUR- SUR-GLANE

10 juin 1944

Histoire d'un massacre
dans l'Europe nazie



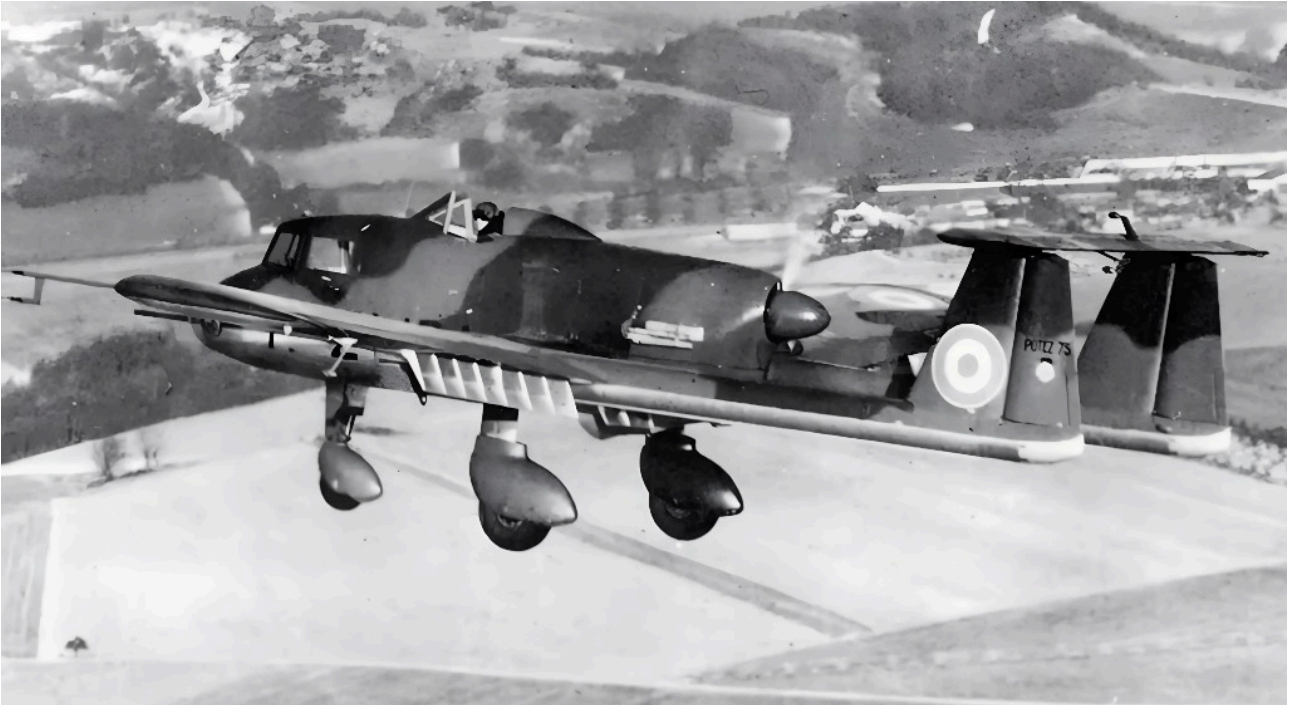
TALLANDIER / MINISTÈRE DES ARMÉES

10 juin 1953 : premier vol du Potez 75.

Le Potez 75 était un avion d'appui au sol, d'observation et de lancement de missiles antichars, simple et peu coûteux, conçu et construit au début des années 1950 pour les conflits coloniaux. Une commande de 115 appareils fut passée en 1956, mais annulée en 1957.

Le Potez 75 fut développé par la société Potez, initialement fondée par Henry Potez en 1919 et récemment reformée. Cet appareil fut conçu pour répondre aux besoins en matière de plateforme de lancement des missiles antichars filoguidés Nord SS.10. De construction entièrement métallique, il était équipé d'un moteur propulsif. Les deux dérives et l'empennage étaient portés par deux poutres s'étendant depuis l'arrière du fuselage. L'avion était doté d'un train d'atterrissage tricycle fixe. L'opérateur de missiles prenait place à l'avant, derrière lequel se trouvait une petite cabine supérieure abritant le pilote. Initialement, la cabine de l'opérateur était vitrée et le poste de pilotage ouvert ; des modifications ultérieures permirent de fermer ce dernier et d'offrir à l'opérateur une meilleure visibilité grâce à un vitrage intégral.

L'appareil effectua son premier vol le 10 juin 1953 sous l'immatriculation expérimentale *F-ZWSA*, puis *F-WGVK* et enfin *F-MAFY* (immatriculation militaire). Il était armé de quatre mitrailleuses de 7,5 mm dans le nez et pouvait emporter huit roquettes sous les ailes. Testé par l'armée française, il se révéla insatisfaisant comme plateforme de missiles. Modifié en version d'attaque au sol légère, il fut testé pendant la guerre d'Algérie où il excella. Une commande de 15 appareils de pré-production et 100 appareils de série fut passée en 1956. Cette commande fut annulée l'année suivante en raison de restrictions budgétaires dans le secteur de la défense. Présenté au Salon du Bourget en mai 1957, le prototype fut ensuite utilisé comme avion de liaison et mis au rebut après un atterrissage forcé le 16 septembre 1958.



10 juin 1961 : création du Commandement de la Défense aérienne.

Le **commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA créé en 1994)** est l'un des quatre commandements par nature de forces de l'armée de l'air et de l'espace française ; les trois autres sont le Commandement des forces aériennes stratégiques (CFAS), le Commandement des forces aériennes (CFA) et le Commandement de l'espace (créé en septembre 2019).

Le CDAOA est responsable de la veille permanente de l'espace aérien national sous l'autorité du premier ministre, ainsi que de la planification et de la conduite des opérations aériennes sous l'autorité du chef d'état-major des armées.

Le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes regroupe :

1. L'état-major de la défense aérienne et des opérations aériennes, qui comprend notamment l'état-major opérationnel Air et le centre de permanence Air ;
2. Le centre national des opérations aériennes ;
3. Des unités spécialisées et des centres experts concourant à la préparation, la mise en œuvre et à la conduite de la défense aérienne et des opérations aériennes.

Le CDAOA planifie, conduit et coordonne tout type de missions aériennes sur le territoire

national, depuis le territoire national et en opérations extérieures. Son action relève de quatre domaines principaux :

- La défense du territoire, mission permanente et prioritaire du CDAOA, qui consiste à assurer la souveraineté de l'espace aérien national, protéger et défendre les capacités de l'armée de l'air et contribuer à la mission Sentinelle. Cette surveillance prend forme sous le nom de Posture Permanente de Sécurité aérienne (PPS-A), qui consiste à détecter, identifier et intercepter tout intrus dans le ciel français, 24h/24 et 7j/7. Les moyens en alerte (avions de chasse et hélicoptères) interviennent sur ordre de la Haute autorité de défense aérienne (HADA), en lien avec le Premier ministre.
- Les opérations extérieures, notamment pour lutter contre le terrorisme ; leur mise en œuvre repose sur la capacité à installer des bases aériennes projetées (BAP) et sur la planification et conduite des opérations aériennes en Afrique Centrale et de l'Ouest (opération *Barkhane*) depuis la France.
- Le renseignement, pour fournir une vision globale et autonome d'une zone de crise, et informer les décideurs stratégiques comme les acteurs de terrain ;
- La préparation opérationnelle, pour contribuer au haut niveau d'expertise de l'armée de l'Air et de l'Espace, en planifiant et programmant les exercices majeurs et en formant le personnel à la planification et à la conduite d'opérations aériennes au sein du CASPOA, *NATO Air Operations Centre of Excellence*.



